

Mouvement Communiste

LA CRISE FISCALE DES ÉTATS À L'HEURE GRECQUE

GARDER LE CAP THÉORIQUE

Le texte qui suit essaye d'expliquer les causes et conséquences de la crise fiscale des États de la zone euro et l'illustre par l'exemple de la Grèce. La crise fiscale est la conséquence de la dernière crise cyclique du capitalisme, celle qui a été déclenchée par la crise financière dite du « *subprime* » de 2007. Comme nous l'avons déjà indiqué de nombreuses fois (et nous continuerons à le faire), nous avons rappelé des points simples (sans forcément les développer) sur les crises du capitalisme, hérités de ce que nous avons compris de Marx, ses catégories et sa méthode.

« La difficulté de transformer la marchandise en argent, de vendre, provient simplement de ce que la marchandise doit nécessairement être transformée en argent, alors que l'argent ne doit pas nécessairement être immédiatement transformé en marchandise, que vente et achat peuvent donc être disjoints. Nous avons dit que c'est cette forme qui inclut la possibilité de la crise, la possibilité que des moments qui vont l'un avec l'autre, qui sont inséparables, se séparent et soient, partant, violemment réunis, la possibilité que leur cohérence soit réalisée par la violence faite à leur autonomie respective. Et la crise n'est rien d'autre que la mise en œuvre violente de l'unité de phases du procès de production, qui se sont autonomisées l'une vis-à-vis de l'autre. » Karl Marx¹.

- Le capitalisme a un fonctionnement cyclique délimité par les crises, la première ayant été celle de 1825. La crise de la valorisation du capital productif (crise industrielle) revient en général tous les 4 à 6 ans. Depuis le XIX^e siècle, la fréquence des crises a augmenté passant de 10/11 ans à 4/6 ans. Ceci est dû à la réduction de la durée moyenne de rotation du capital, donc une augmentation dans la fréquence de ces rotations.
- À l'instar de certaines guerres, les crises périodiques de la valorisation offrent au capital l'opportunité d'accélérer la sélection parmi les capitaux individuels et les secteurs de la production en hâtant la transformation ou la disparition de ceux qui affichent des taux de profit inférieurs à la moyenne. Si elles ne suscitent pas une lutte politique indépendante du prolétariat, les crises périodiques de la valorisation entraînent systématiquement l'élargissement et l'approfondissement de la domination du capital. Les crises cycliques permettent également au capital de redéfinir les rapports sociaux de production encore plus en sa faveur. Si les ouvriers ne trouvent pas la voie de la rébellion, pour eux la crise se solde par des rapports de force avec les patrons nettement affaiblis. Des rapports de force nettement affaiblis aussi bien dans le procès immédiat de production, dans leur relation concrète au travail social, qu'au niveau des conditions de reproduction de leur force de travail (salaires directs et indirects ; amortisseurs sociaux ; conditions contractuelles). En principe, la crise est un terrain plus favorable aux classes dominantes qu'aux exploités.
- La crise financière est toujours la conséquence de la difficulté de valorisation du capital productif. Elle est le symptôme de cette difficulté. Une crise financière peut déclencher une nouvelle crise de la valorisation du capital productif. Mais cette relation n'est pas mécanique. Des crises financières de gravité moindre par rapport à l'actuelle ne se traduisent pas forcément en crise générale de la valorisation. L'évolution du premier capitalisme a été notamment marquée par des crises de la réalisation de la valeur (crises commerciales) : des crises où la surproduction de marchandises éclatait au grand jour.

1 Théories sur la plus-value, Chapitre XVII, § 10.

- Avec le développement de l'économie de crédit et de la grande industrie mécanisée tayloriste, donc de la capacité de planification de la production sociale, l'éclatement de crises de surproduction de marchandises se fait beaucoup plus rare, car les capitalistes apprennent du fonctionnement de leur système et mettent en place des mesures de diminution des stocks grâce, entre autres, à la politique du « juste à temps ». La crise de valorisation prend alors le plus souvent la forme de crise dans la sphère financière, de crise de la réalisation de l'argent en capital, d'une incapacité généralisée de transformer la marchandise spéciale qu'est l'argent en capital nouveau.
- Les relations entre sphère financière et sphère productive sont de plus en plus étroites et inextricables. La crise du « *subprime* », dont le début se situe à l'été 2007, a « contaminé » la production de nouvelle valeur, un peu plus d'un an après. Le début de la dernière crise industrielle se situant entre l'automne et l'hiver 2008 – à la suite de la faillite de Lehman Brothers – et sa fin à la mi-septembre 2008. Comme toute crise de quelque nature qu'elle soit, de quelque intensité qu'elle soit et de quelque sphère qu'elle touche (productive, financière et commerciale), celle dite du « *subprime* » est le produit de la phase d'expansion précédente (dans ce cas, 2001/2006) donc de la bonne santé du capitalisme.
- Le capitalisme ne satisfait les besoins (quoi qu'on pense de ces besoins) qu'à deux conditions : qu'ils favorisent l'accumulation du capital et qu'ils se présentent sous forme de marchandises. Jamais le capitalisme ne s'est soucié de faire « le bonheur des gens » et de satisfaire la totalité de leurs besoins. Si la satisfaction des besoins sert la valorisation ou est nécessaire pour son maintien, le capital y accède. Nous pensons, par exemple, à ce qui s'est passé lors du dernier cycle politique prolétarien, de 1968 à 1976, lorsque les capitalistes furent obligés de concéder des augmentations de salaire (à cause du relatif plein emploi, dû à la reconstruction d'après-guerre, et de la vigueur des luttes) pour maintenir la valorisation. Dans le cas contraire, comme pour le besoin essentiel pour nous, révolutionnaires, de socialité immédiate (sans médiation marchande), le capital passe outre et, pire, annihile.
- Le but du capital est la « production » et la réalisation de la plus-value (et non la production de marchandises, en elle-même), et par là, de sa reproduction. Son sang, c'est le crédit. Le crédit présuppose la continuité de la production et de la réalisation de nouvelle valeur. C'est à la fois sa force et sa faiblesse. Sa force, car en différant les paiements, il permet de mobiliser par anticipation une partie de la nouvelle valeur à venir, sans attendre sa production et sa réalisation. Sa faiblesse, car son présupposé, comme on l'a rappelé plus haut, est la fluidité et la continuité du cycle de reproduction du capital. Ce qui signifie confiance illimitée, religieuse, dans la capacité du système d'éviter les embûches de la valorisation, de planifier son développement et d'en lisser au maximum la trajectoire cyclique. Confiance illimitée aussi dans l'État moderne et dans sa démocratie politique et sociale comme faisceau de relations sociales définitivement normalisées, formatées au service du capital.
- La plus-value est extraite durant la production mais doit être réalisée par la vente de marchandises qui la contiennent. Ceci suppose l'existence d'un marché solvable, ce qui implique donc le transport des marchandises et leur achat dans des conditions de prix au moins moyennes (tout patron rêve d'extra-profits, véritable moteur de l'accroissement de la composition technique du capital) par le « consommateur final ». Dans le cas contraire, le marché détermine l'incapacité de la plus-value à se transformer dans des bonnes conditions en capital dans sa forme la plus aboutie, en argent. Dans ce cas, le capital ne se valorise pas pour partie ou en totalité, il perd donc sa qualité de capital ; comme la perdent le crédit et le capital commercial qui y sont associés.
- La crise actuelle en Europe, et dans une moindre mesure aux États-Unis, est la crise fiscale des États, comme capitaux individuels spéciaux (dotés de prérogatives uniques, dont celle primordiale de représenter l'intérêt général du capital d'une aire donnée). Une crise de liquidité qui manifeste l'incapacité ponctuelle des États à acquérir des crédits à des loyers (des taux d'intérêt) soutenables sur le long terme. Une crise de liquidité qui, dans certains

cas (la Grèce par exemple), se mue déjà en crise de solvabilité (incapacité à restituer tout ou partie de la marchandise-argent empruntée et du loyer qui y est associé). L'enjeu « systémique » actuel, l'épouvantail contre lequel se bat le gouvernement transnational européen en formation, est d'éviter que la crise de liquidité dégénère en crise généralisée de solvabilité. Une hypothèse, celle-ci, qui terrasserait les agents de la sphère du crédit que sont les banques, les assurances, les fonds de pension, d'investissement et les intermédiaires financiers. Deux agents de deuxième ordre de cette sphère sont tombés : la banque franco-belge Dexia et le MF Global, un intermédiaire financier anglo-saxon (courtier négociateur pour compte tiers).

- La crise fiscale est la conséquence directe de la crise bancaire de 2007 à 2009. Elle n'est que très indirectement l'un des effets de la crise cyclique de la valorisation de 2008 à la mi-2009. Le système financier fragilisé pour longtemps et des marchés financiers convalescents (aversion généralisée à toute prise de risque) ont déterminé une montée générale de l'intérêt requis pour les placements sur les instruments de crédit, dont ceux émis par plusieurs États. États dont les niveaux d'endettement ont grimpé considérablement en raison de leur action contra-cyclique récente – pour saturer les canaux de transmission de la crise du crédit à la sphère de la production – ou plus ancienne (comme en Grèce, pour préserver la « cohésion sociale »). La perspective rapprochée d'une nouvelle crise cyclique de la valorisation a aggravé ultérieurement les espoirs de rentrées fiscales suffisantes en rajoutant un facteur supplémentaire de crainte aux « investisseurs » financiers.
- La forme actuelle de la surproduction de marchandises est celle de la suraccumulation d'argent. Confrontés à la baisse de la demande pour leurs marchandises, les capitalistes ont tiré les leçons de la crise financière de 2008-2009. La chute brutale de la demande est rapidement remontée des moyens de consommation vers les moyens de production et vers les matières premières. Des stocks considérables de produits à différents stades de production avaient alors lourdement pesé sur les prix des marchandises entraînant leur dépréciation brutale. Face à la nouvelle baisse de la demande du deuxième semestre 2011, ils ont, à l'image des sidérurgistes en Europe, adapté leur offre à l'évolution de la demande. Ils ont ainsi prévenu la constitution de stocks, ralenti la baisse des prix et maintenu leurs taux de profit à un niveau élevé. Phénomène classique, la surproduction ne se manifeste donc pas sous la forme d'accumulation de marchandises qui ne trouvent pas acquéreur et ne peuvent se valoriser dans le processus de vente. Elle prend la forme d'une suraccumulation de cette marchandise particulière qu'est l'argent et qui devient cycliquement incapable de se valoriser, donc de devenir du capital.
- La « santé » du capitalisme, la définition de ses cycles périodiques, dépend de l'évolution des profits des grandes entreprises : les 40 (ou quelque) premières mondiales ont encore affiché des profits à deux chiffres en 2011. Nous ne partageons pas l'idée que le cycle est défini par les tendances des PIB. Et ce parce que dans le calcul du PIB est pris en compte la totalité des échanges, y compris les échanges qui ne réalisent pas une nouvelle valeur. Si on se référait au PIB, l'Europe et le Japon seraient en « récession » ou en « stagnation » depuis des décennies. En un mot, en « décadence ». Mais alors, comment expliquer les profits élevés des gros groupes nippons et européens ? De même pour l'extension et de la densification des relations sociales capitalistes dans ces mêmes pays ? Quel est leur fondement matériel ?
- Nous disions plus haut que, jusqu'à un certain point (le point de rupture révolutionnaire), le capitalisme élargit et approfondit, par et dans la crise, sa domination globale. La crise finale du capitalisme est celle qui sera déclenchée par le prolétariat révolutionnaire qui se lèvera à l'échelle mondiale. Ce type de « crise » est la seule « systémique » et « structurelle » que nous admettons.

Enfin, à l'heure de cette crise financière, on entend l'antienne qui crédite (si l'on peut dire) de tous les maux, la sphère financière et les nombreuses spéculations qu'elle est censée régulièrement produire. Ces dernières ont encore une fois été présentées comme le cache-sexe du

capital industriel. À l'instar de la « mondialisation » tant honnie, celle-ci fournit un prétexte à quatre sous à des patrons qui se disent navrés de devoir accroître l'exploitation des ouvriers pour garder leurs actionnaires et pouvoir accéder aux capitaux nécessaires au développement des entreprises. Comme s'ils n'étaient sensibles qu'au produit et à la production et indifférents au profit, les patrons industriels et commerciaux ne ratent pas une occasion pour se dire tenus par la « logique impitoyable et à courte vue » de la rentabilité.

Permettons-nous de rappeler à tous ceux qui croient à la finance toute puissante que :

- Premièrement, le prix de tout bien ne s'exprime qu'en argent. Il n'y a pas de produit dans le capitalisme qui ne soit pas « financiarisé » sous forme de prix.
- Deuxièmement, dans le prix à la livraison, on compte, bien entendu, le profit industriel qui, de ce fait, détermine largement la fixation de la valeur ajoutée produite. Dans la comptabilité capitaliste, il n'y a pas de contradiction entre ces deux « critères de gestion ». La preuve ? Il suffit d'ouvrir un rapport d'activité de société ou encore les comptes nationaux pour y retrouver les deux types de chiffres.

Par ailleurs, si le capitalisme ne peut pas se concevoir sans l'existence d'une économie monétaire, l'économie de crédit est à la fois un produit de l'industrie moderne car l'intérêt financier est, comme le profit commercial et le profit industriel, une portion de la plus-value et une condition essentielle de son développement.

« D'où la tendance nécessaire du capital à viser une circulation sans temps de circulation, et cette tendance est la détermination fondamentale du crédit et des dispositifs de crédit du capital. » Karl Marx²

« Le crédit rend le reflux sous forme d'argent indépendant du moment du reflux réel, que ce soit pour le capitaliste industriel ou pour le commerçant. Chacun d'eux vend à crédit ; il aliène donc sa marchandise avant qu'elle ne reflue vers lui sous forme d'argent. Par ailleurs, il achète à crédit, la valeur de sa marchandise s'est donc reconvertie pour lui soit en capital productif, soit en capital-marchandise bien avant que cette valeur se soit effectivement convertie en argent, avant même que le prix des marchandises soit échu et payé. » Karl Marx³.

Loin de considérer l'action comme l'ennemie de la production, Friedrich Engels rappelait que « (...) la Bourse devient la représentante la plus éminente de la production capitaliste même »⁴, marché des capitaux d'autant plus indispensable à la production capitaliste que l'État est plongé dans une crise fiscale et qu'il réduit la voilure de son intervention dans l'économie.

L'unité entre les trois différentes formes de fonction du capital (capital productif, capital porteur d'intérêt et capital commercial) n'est pas permanente. Si nous insistons sur cette unité, c'est pour contrer le point de vue de ceux qui en France et ailleurs (pour la quasi-totalité de la gauche et de l'extrême-gauche), tous les maux du système sont ramenés à la sphère financière.

Le grief principal fait à la « finance » est d'étouffer la production par l'imposition « d'une logique purement parasitaire et de courte vue qui ne défend pas les intérêts de l'économie nationale mais ceux de la finance mondialiste ». Autrement dit, et sans trop déformer les propos de nos adversaires, la situation se résumerait à un « bon » capital productif, national et laborieux, et à un « méchant » capital porteur d'intérêt, cosmopolite et oisif. Le premier ne se développerait pas comme souhaité en raison des attaques du deuxième, vecteur privilégié des tant honnis « mondialisme » et « globalisation ». Nous voulons rappeler que l'unité entre les différentes formes de fonction du capital est la règle et que, de plus, il n'y aurait pas eu de développement capitaliste de ce type sans la transformation de l'économie monétaire de la société marchande en économie de crédit.

Certes, l'opposition entre ces formes de fonction du capital existe et lorsqu'elle s'installe, c'est le signe le plus évident de l'existence d'une crise périodique de la valorisation du capital dans son ensemble (capital total). Mais cela n'est pas la règle générale du mode de production capitaliste.

2 Grundrisse, T. 2, p. 151, Editions Sociales

3 Le Capital, Livre 3, p. 472, Editions du Progrès - Moscou

4 Complément et supplément au livre III du Capital. Section II La Bourse. Point 1

LA CRISE FISCALE, DEUXIÈME PHASE DE LA CRISE FINANCIÈRE GLOBALE**Au commencement, la crise du « subprime »**

« La dette publique, en d'autres termes l'aliénation de l'État, qu'il soit despotique, constitutionnel ou républicain, marque de son empreinte l'ère capitaliste. La seule partie de la richesse dite nationale qui entre réellement dans la possession collective des peuples modernes, c'est leur dette publique. Il n'y a donc pas à s'étonner de la doctrine moderne que plus un peuple s'endette, plus il s'enrichit. Le crédit public, voilà le credo du capital. Aussi le manque de foi en la dette publique vient-il, dès l'incubation de celle-ci, prendre la place du péché contre le Saint-Esprit, jadis le seul impardonnable. La dette publique opère comme un des agents les plus énergiques de l'accumulation primitive. Par un coup de baguette, elle doue l'argent improductif de la vertu reproductrice et le convertit ainsi en capital, sans qu'il ait pour cela à subir les risques, les troubles inséparables de son emploi industriel et même de l'usure privée. Les crédateurs publics, à vrai dire, ne donnent rien, car leur principal, métamorphosé en effets publics d'un transfert facile, continue à fonctionner entre leurs mains comme autant de numéraire. Mais à part la classe des rentiers oisifs créée, à part la fortune improvisée des financiers intermédiaires entre le gouvernement et la nation – de même que celle des traitants, marchands, manufacturiers particuliers, auxquels une bonne partie de tout emprunt rend le service d'un capital tombé du ciel – la dette publique a donné le branle aux sociétés par actions, au commerce de toute sorte de papiers négociables, aux opérations aléatoires, à l'agiotage, en somme aux jeux de bourse et à la bancocratie moderne ». Karl Marx⁵

Tout a commencé au printemps 2007, quand plusieurs établissements financiers américains ont découvert qu'environ 300 000 familles n'étaient plus en mesure de rembourser à temps les emprunts immobiliers contractés lors des années précédentes. Première à tirer la sonnette d'alarme, la banque britannique HSBC. Début août 2007, la crise éclate au grand jour. Utilisés en garantie de produits financiers dérivés (titrisation, en langage financier ; duplication des instruments de crédit selon Marx) vendables sur les marchés des capitaux, devenus des composantes des dits produits structurés (paniers constitués de différents dérivés de crédit) largement employés pour financer les institutions financières privées (banques ; fonds d'investissement ; assurances ; etc.), les dérivés des prêts hypothécaires de ces foyers américains en difficulté se retrouvent un peu partout dans les actifs des instituts de crédit ou dans leurs tuyaux de financement hors bilan, les SPV (« *Special Purpose Vehicles* »), des structures de titrisation ayant une structure de fonds d'investissement). Ces organismes assurent « *la décorrélation entre les risques portés par les titres issus de l'opération de titrisation (dans le cas de titrisation de créances foncières, l'investisseur assumera en partie les risques de défaillance des emprunteurs) et vendus aux investisseurs et les risques portés par l'établissement cédant les actifs sous-jacents de l'opération de titrisation* ». ⁶

La crise financière éclate lorsque ces garanties, les emprunts immobiliers de ces familles américaines en difficulté, n'agissent plus comme telles, c'est-à-dire cessent d'agir comme contre-partie (ou sous-jacent) de leurs dérivés inclus dans des produits structurés. Du coup, les agents économiques au sein de la sphère financière, les banques en premier chef, ne se font plus confiance mutuellement. La course aux liquidités s'engage alors en catastrophe, déclenchant une crise financière globale que l'on peut synthétiser comme suit : la dégénérescence chaotique de l'économie de crédit en économie monétaire. En d'autres termes, les instruments de crédit à circulation plus limitée doivent céder sans délai la place aux instruments de crédit à circulation plus étendue. Les instruments de crédit prisés deviennent ceux qui peuvent encore fonctionner à la fois comme moyens de paiement, comme unités de compte et comme équivalents généraux reconnus le plus largement possible.

En un mot, seules sont appréciées les devises des pays les plus solides au plan de leur capacité de valorisation ou, comme dans le cas des États-Unis, des pays aptes à compenser les faiblesses conjoncturelles de la valorisation de leur section nationale du capital total par une

5 Capital, Premier livre, Section VIII, Chapitre XXXI.

6 Wikipedia Article sur la titrisation.

position globale prédominante au plan financier, politique, diplomatique et militaire. La crise financière globale a sensiblement réduit les volumes de crédit disponibles à des conditions favorables pour les entreprises et les particuliers.

C'est par ce canal que la crise financière s'est muée en crise de la valorisation. Toutefois, le désendettement des entreprises, mené avec succès les années qui ont précédé l'éclatement de la crise financière, et la forte accumulation de liquidités des sociétés rendue possible par la hausse du taux d'exploitation ont atténué l'impact négatif de la crise financière sur le procès de production directe de capital. L'augmentation de la composition technique du capital total opérée notamment par la mécanisation des sphères financière et commerciale (informatisation généralisée des paiements et de la circulation des marchandises des années 1990) est la raison fondamentale de la relativement bonne résistance de la sphère productive face à la crise de la sphère financière. Une résistance qui s'est révélée d'autant plus réussie que l'on s'éloignait de Wall Street, de la City londonienne, de Francfort ou de Paris. L'essor capitaliste de pays comme la Chine, l'Inde, le Brésil ou la Turquie n'a guère été compromis dans cette première phase de la crise financière justement parce que la composition technique du capital y avait été considérablement renforcée permettant de préserver le fonctionnement de leurs machines productives de capital additionnel.

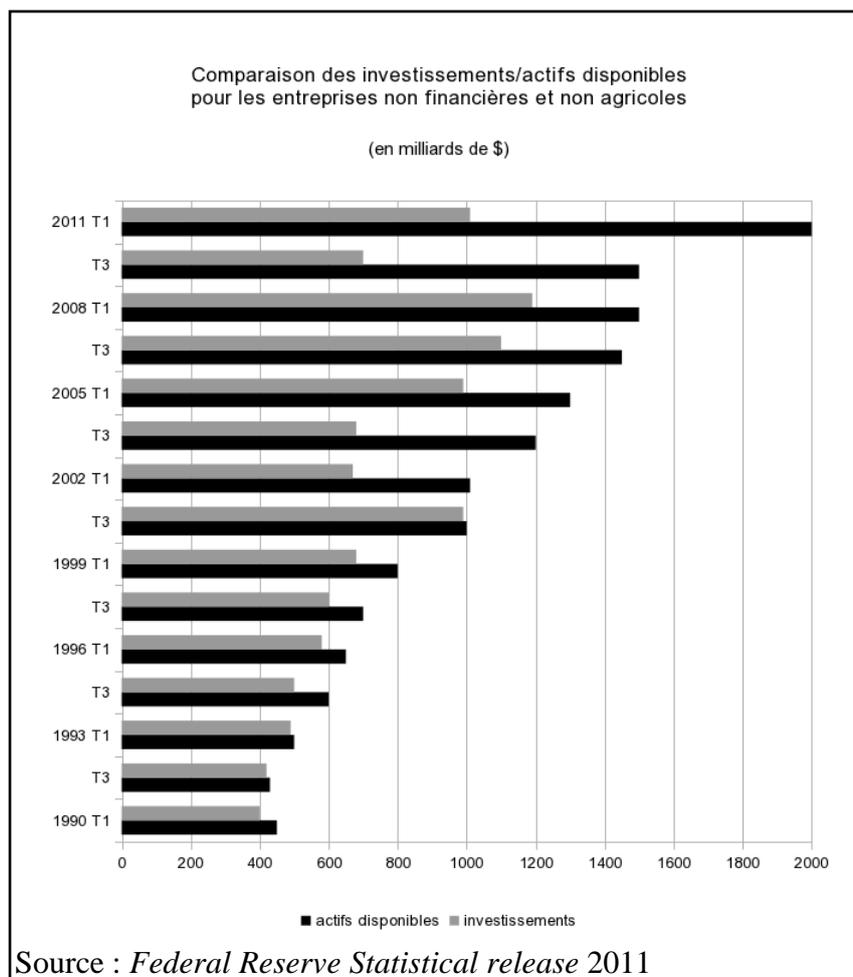
Ladite révolution des technologies de l'information des années 1990 a été mondiale. Des systèmes bancaires nationaux aux techniques financières moins sophistiquées ont aussi contribué à éviter que ces pays soient massivement contaminés par la première vague de la crise financière. Le processus qui déprécie, par cercles concentriques, d'abord les instruments de crédit à circulation restreinte puis ceux à circulation plus étendue est qualifié, par l'économie politique bourgeoise, de « monétisation de la dette ». Ce processus est piloté par les États, seuls habilités à battre monnaie, à imprimer les billets. Leur arme principale pour bonifier la sphère financière saturée par des instruments de crédit qui ne sont plus échangeables est la banque centrale. « *Il s'agit pour les banques centrales d'acheter les actifs que les investisseurs refusent (temporairement) d'acheter pour accélérer le processus de retour à la normale sur les marchés de ces actifs* », résume Patrick Artus, le chef économiste chez Natixis.

La banque centrale la plus active sur ce terrain est la Réserve fédérale américaine. Du début de la crise jusque maintenant, la Fed a absorbé du système financier américain malade environ 2 900 milliards de dollars de produits financiers, aussi bien des actifs financiers dits toxiques que de bons du Trésor fédéraux et assimilés (pour 1 800 milliards de dollars). Encore il y a peu, elle détenait jusqu'à 70 % des bons du Trésor à maturité courte (arrivant à échéance dans les 5 ans au plus tard). Les échéances rapprochées seraient les plus exposées à la désaffection des investisseurs si la crise financière s'aggravait. Les titres de la dette fédérale ne sont pas des actifs « toxiques » mais pourraient le devenir dans un contexte où les grands intervenants sur les marchés financiers jugeraient qu'ils sont devenus trop risqués. D'où les rachats par anticipation, « prudeniels » d'après le jargon financier, d'obligations d'État de la part des principales banques centrales. Les rachats massifs de bons du Trésor fédéral américains sont parvenus à garder leurs taux à des niveaux historiquement bas. Et ce en dépit de l'envolée de la dette fédérale et de la dégradation de sa note par la principale agence privée de notation mondiale : Standard & Poor's. Au final, la Fed a sorti de la sphère financière plus de 1 000 milliards de dollars d'actifs non échangeables en injectant dans la circulation monétaire et les instituts de crédit l'équivalent en dollars. Au Japon, la banque centrale vient de porter à 55 000 milliards de yens son programme de rachat d'actifs « toxiques » et de bons du Trésor (12 500 milliards de yens).

Dans la zone euro, la Banque centrale européenne (BCE) a agi dans le même sens, quoiqu'avec une puissance de feu nettement moindre : environ 370 milliards d'euros à la fin novembre 2011, dont plus de 200 milliards d'euros d'obligations d'État de pays de la zone euro. Outre qu'en contribuant à maintenir les taux à des niveaux supportables, les rachats par la BCE de titres de la dette souveraine des pays en graves difficultés budgétaires de la zone euro allègent l'exposition de plusieurs banques européennes à ces mêmes titres. La BCE acquiert ces titres en circulation des « *market makers* » (les faiseurs de marché, les banques avant tout, qui sont les premiers servis dans les émissions obligataires) sur le marché obligataire dit « secondaire » (à ne

pas confondre avec le marché dit « primaire », le marché à l'émission). Au Royaume-Uni, la Banque d'Angleterre a suivi l'exemple américain en achetant aux banques en difficulté 200 milliards de livres d'actifs « toxiques » et a recommencé en octobre 2011 en décidant d'accroître ce plan de 75 milliards de livres supplémentaires. Le Royaume-Uni a aussi procédé à la nationalisation de plusieurs grandes banques aux bilans dans un état critique (Royal Bank of Scotland ; Lloyds TBS).

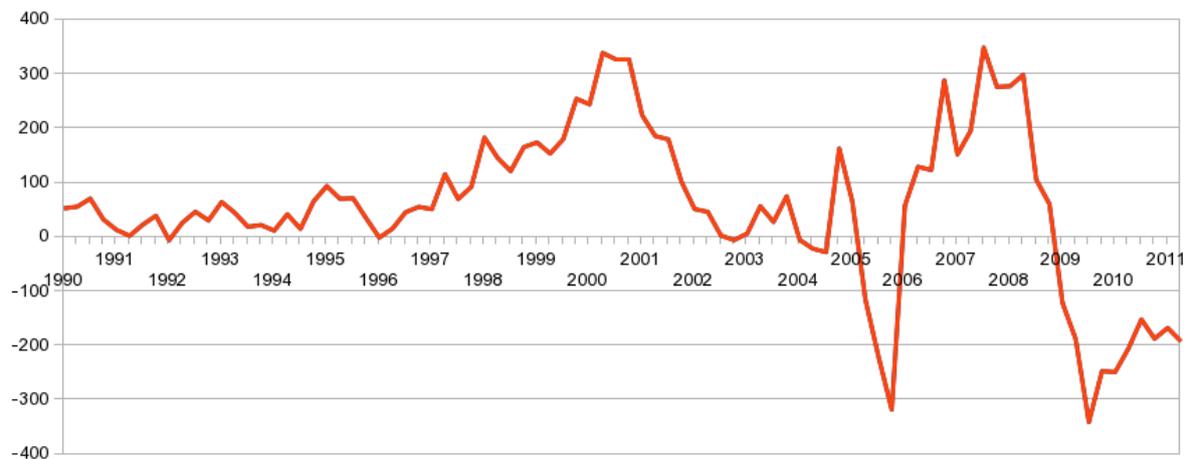
Les États-Unis n'ont rien nationalisé officiellement mais ont renfloué avec plusieurs dizaines de milliards de dollars les banques de Wall Street, les quatre grandes banques d'affaires qui ont survécu à la crise de 2008 (Goldman Sachs ; Citigroup ; Bank of America et Morgan Stanley) et ont recapitalisé avec des centaines de milliards de dollars les deux institutions financières spécialisées dans le crédit immobilier (Freddie Mac et Fanny Mae⁷) ainsi qu'une grosse compagnie d'assurance (AIG), tous au bord de la faillite. Des milliers de milliards de dollars ont pris le chemin du secteur financier mondial. Parallèlement, les banques centrales ont tenu bas les taux d'intérêt et ont élargi et rallongé les crédits courts aux banques. En échange de ces cadeaux monumentaux, les gouvernements et les banques centrales ont exigé des instituts de crédit de recommencer à financer normalement l'ensemble de l'économie tout en adoptant des modes de conduite plus prudents en réservant davantage d'argent liquide en protection de leur activité de crédit. Ce gigantesque plan de sauvetage a évité des faillites en chaîne de banques ayant un rayonnement international mais n'a pas restauré des conditions de crédit « normales ». Les banquiers ont durci les conditions d'accès au crédit et sont restés méfiants vis-à-vis de leurs concurrents directs. Cependant, les entreprises ont repoussé dans le temps des programmes d'investissement et ont puisé davantage dans leurs réserves propres.



7 Freddie Mac diminutif du « *Federal National Mortgage Association* » ; Fanny Mae du « *Federal Home Loan Mortgage Corporation* »

Écart de financement pour les entreprises non financières et non agricoles

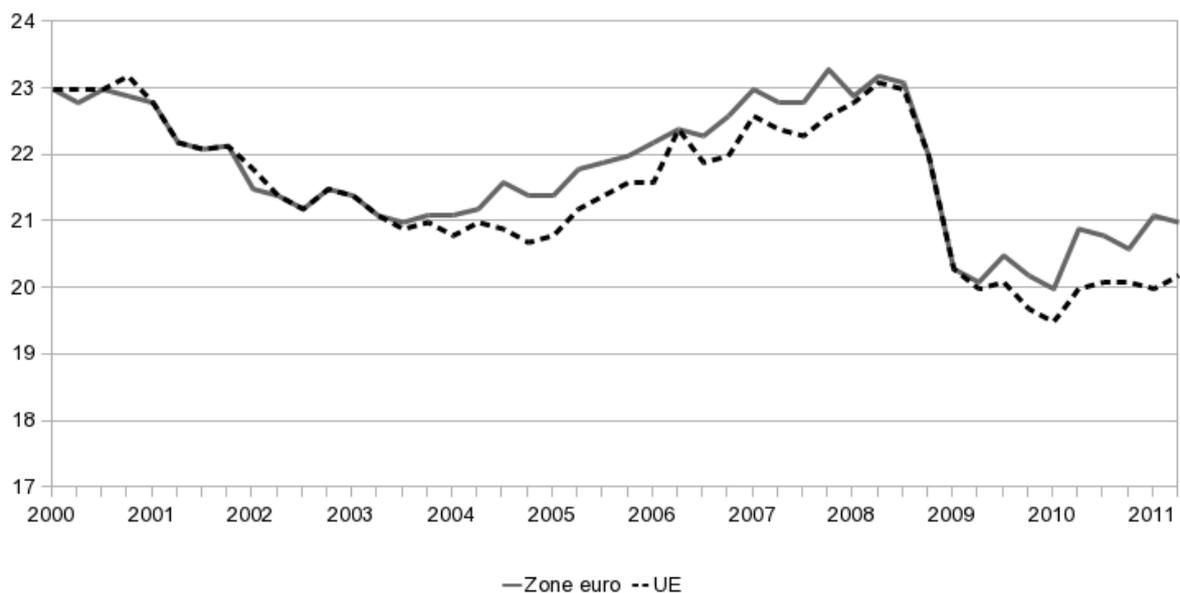
(en milliards de \$)



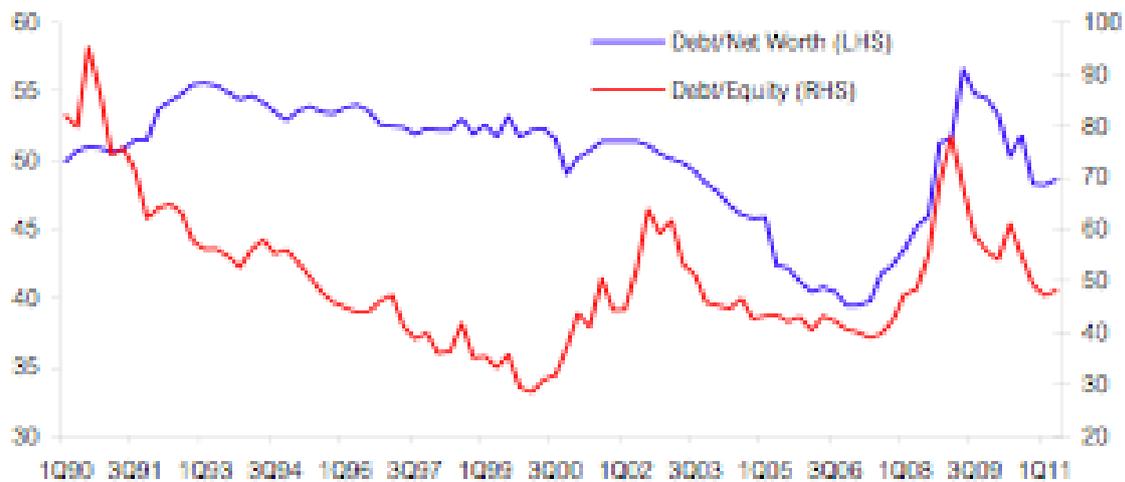
Cette courbe dite de « l'écart de financement » représente la soustraction entre les dépenses en capital (les investissements productifs) et les profits après impôts et versement des dividendes aux actionnaires ajustés des stocks de marchandises. Il en ressort que les entreprises dépensent moins en investissements productifs de ce qu'ils financent avec des capitaux qui leur appartiennent.

Taux d'investissement des sociétés non financières en %

Zone euro et 27 pays de l'UE



« Le taux d'investissement brut des entreprises non financières est défini comme la formation brute de capital fixe divisée par la valeur ajoutée brute. Ce ratio met en rapport les investissements des entreprises non-financières en actifs fixes (bâtiments, machines, etc.) et la valeur ajoutée créée au cours du processus de production » (Eurostat). Dans la définition de l'économie politique, la « valeur ajoutée » n'est pas comme chez Marx l'addition de la plus-value et du salaire. Elle correspond à la valeur exprimée en prix de marché de la production moins le prix déboursé pour les équipements de production, les biens intermédiaires et les services acquis. (Source : *Federal Reserve Statistical release 2011*)

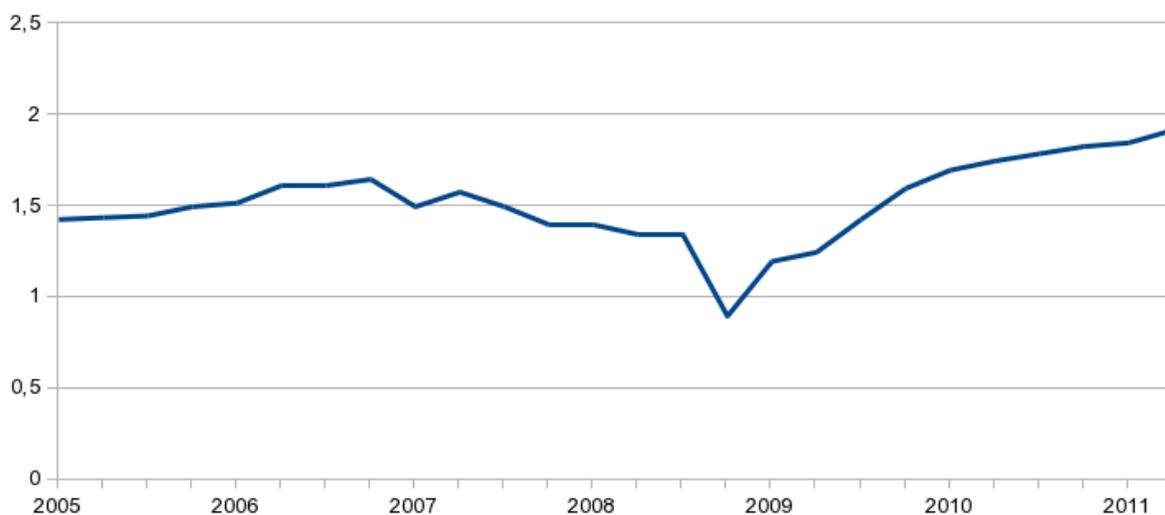
Figure 7: US Nonfinancial Debt/Net Worth, Debt/Equity

Source: RBS, Fed Flow of Funds

Courbes comparées pour les entreprises US non financières. Ce graphique indique le rapport entre la dette nette des entreprises non financières américaines et leur valeur nette (la valeur estimée de leurs actifs) dans un cas et leur valeur boursière dans l'autre. On constate l'ampleur du mouvement de désendettement engagé depuis la dernière crise cyclique de valorisation de la fin 2008 et qui s'est achevée au second semestre 2009. Cf. ci-après.

Bénéfices des entreprises américaines

(en millier de milliards de \$)

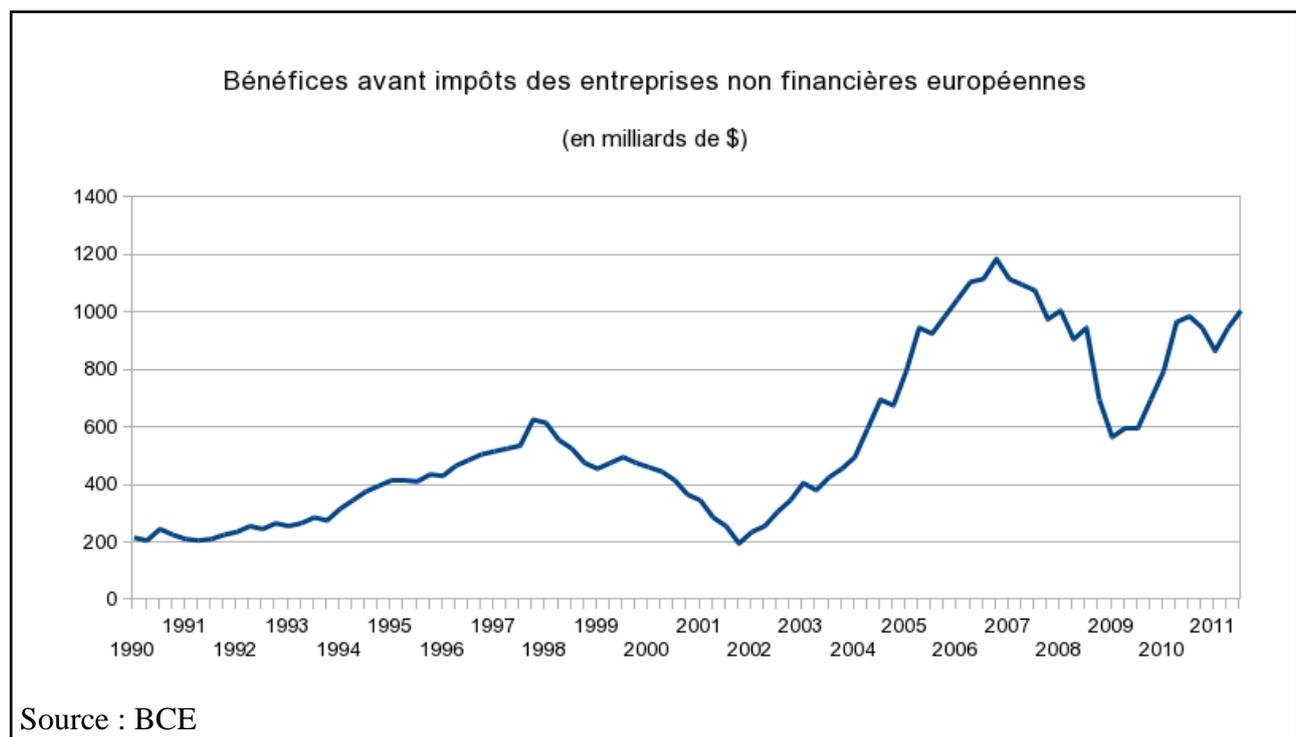


Source : US Department of Commerce

Le meilleur indicateur du cycle productif de capital est celui des profits annoncés par les entreprises non financières. Si la définition de profit proposée par l'économie politique bourgeoise n'est pas identique à celle de Marx, les bénéfices déclarés des sociétés qui n'appartiennent pas à la sphère financière restent les données les plus fiables disponibles sur l'évolution de la valorisation du capital. Et ce à la différence du PIB qui comptabilise la totalité des échanges, y compris des échanges non productifs de nouvelle valeur. Les profits affichés par les entreprises non financières

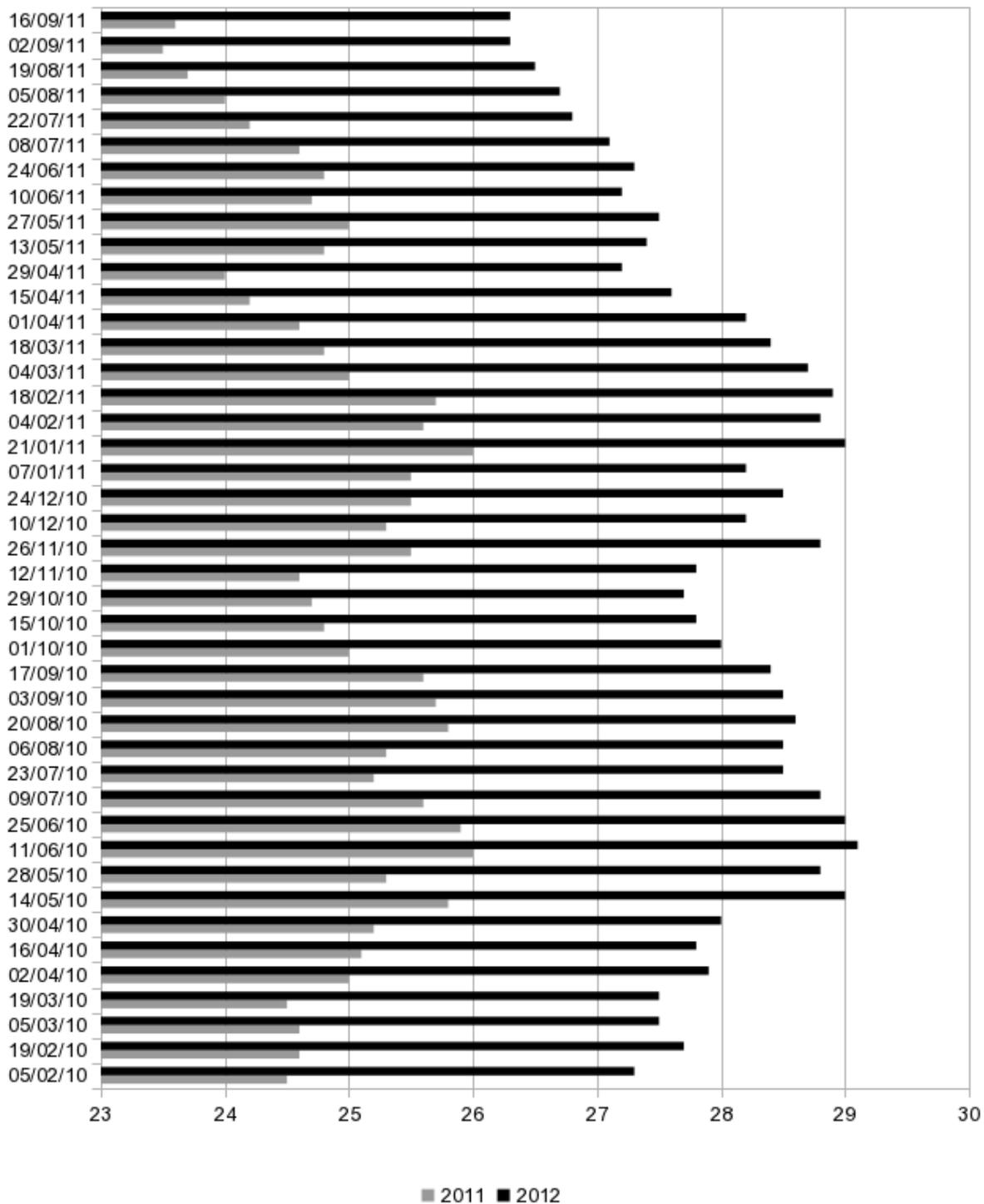
intègrent une grande partie des profits des sociétés industrielles et des sociétés commerciales, issus de la réalisation de la valeur générée dans la sphère de la production. L'adoption du cumul des profits déclarés comme indicateur de cycle plutôt que le PIB n'est pas une subtilité inutile. Leur trajectoire n'est pas similaire. On peut avoir des profits qui augmentent et un PIB qui baisse. Si l'État, de loin le principal contributeur du PIB dans les pays capitalistes les plus mûrs, diminue ses dépenses, le PIB a toutes les chances de reculer. Naturellement, l'activité des entreprises s'en ressent. Mais celles-ci peuvent continuer à accumuler des profits en cherchant des clients privés et des marchés ailleurs. Le PIB japonais « stagne » depuis des lustres mais pas les profits des grands groupes nippons qui ont connu une évolution cyclique comparable à celle de leurs concurrents américains et européens.

Des liquidités immenses se sont accumulées au sein de la sphère financière sans qu'elles se transforment en moyens de paiement puis en moyens de production, sans qu'elles deviennent capital en somme. L'absence à courte échéance de perspectives d'accroissement important du taux de profit autrement que par la compression des coûts de production et, avant tout, de la masse salariale a fait le reste. L'activité productive avance au ralenti ou se rétrécit dans l'occident développé. Les entreprises productives s'en sont sorties jusqu'ici et ont préservé leur capacité de générer des profits en agissant presque exclusivement sur le versant de l'extension et de la saturation du temps de travail. Choix imposé celui-ci en l'absence d'une nouvelle « révolution technologique » et de l'organisation du travail. Parfois certaines sociétés ont créé des marchés nouveaux sur la base de technologies existantes, mais ce phénomène est relativement rare et n'est pas de nature d'inverser la tendance générale. Des profits élevés dans un contexte de faibles investissements productifs n'ont été rendus possibles que par une pression accrue sur la force de travail et sur son salaire.



Evolution des estimations 2001/2012 des Bénéfices par action

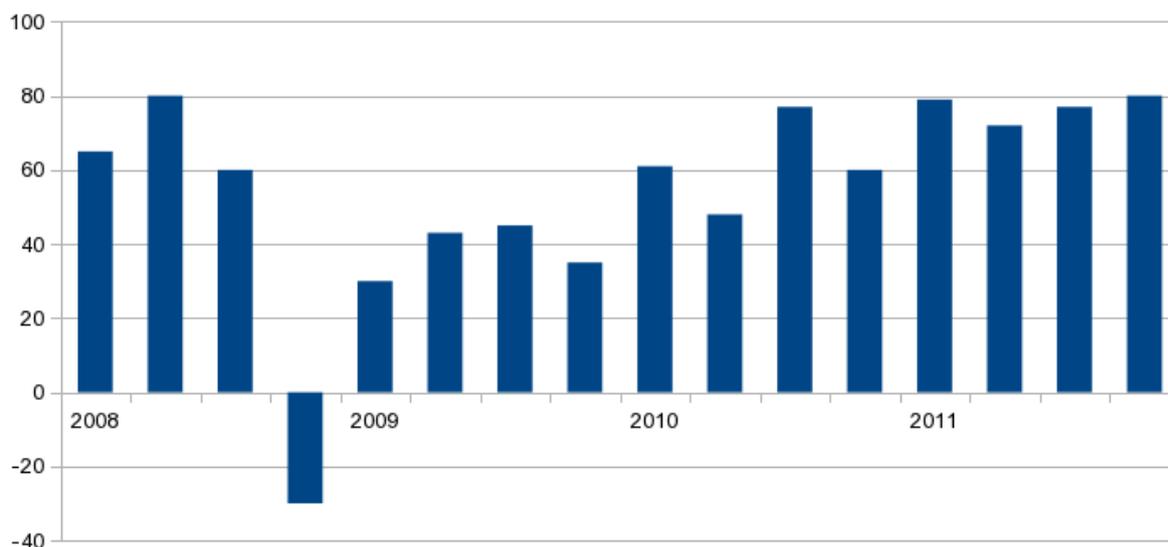
600 premières entreprises européennes



Source : BCE

Profits trimestriels européens pour les 241 premières compagnies

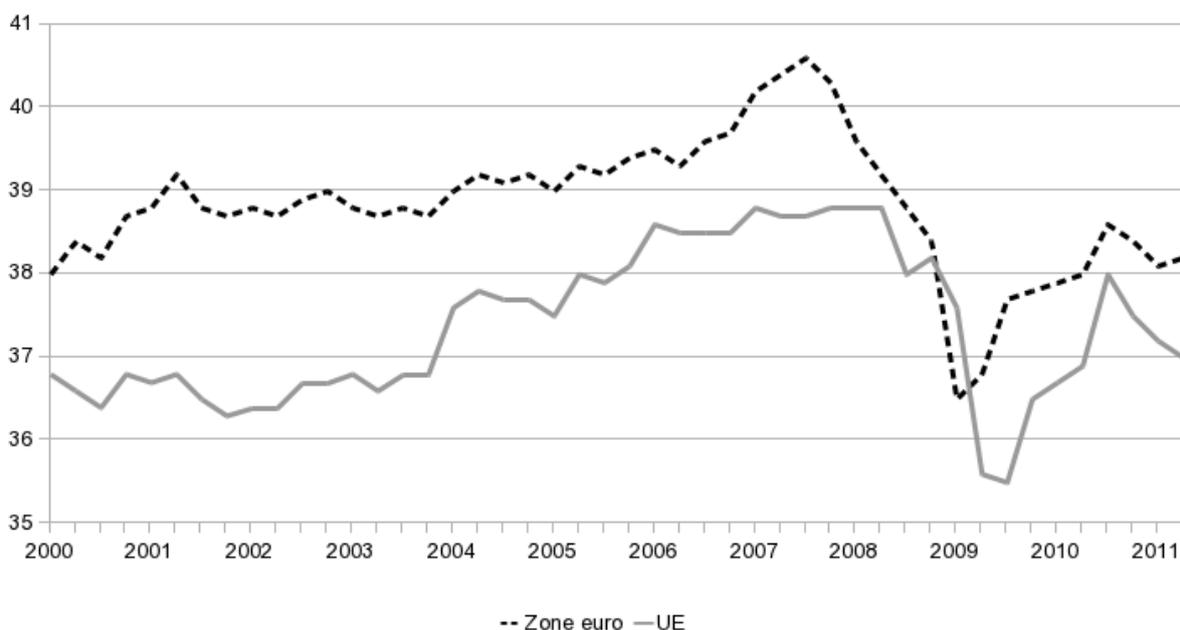
(en milliards d'euros)



Source : BEA

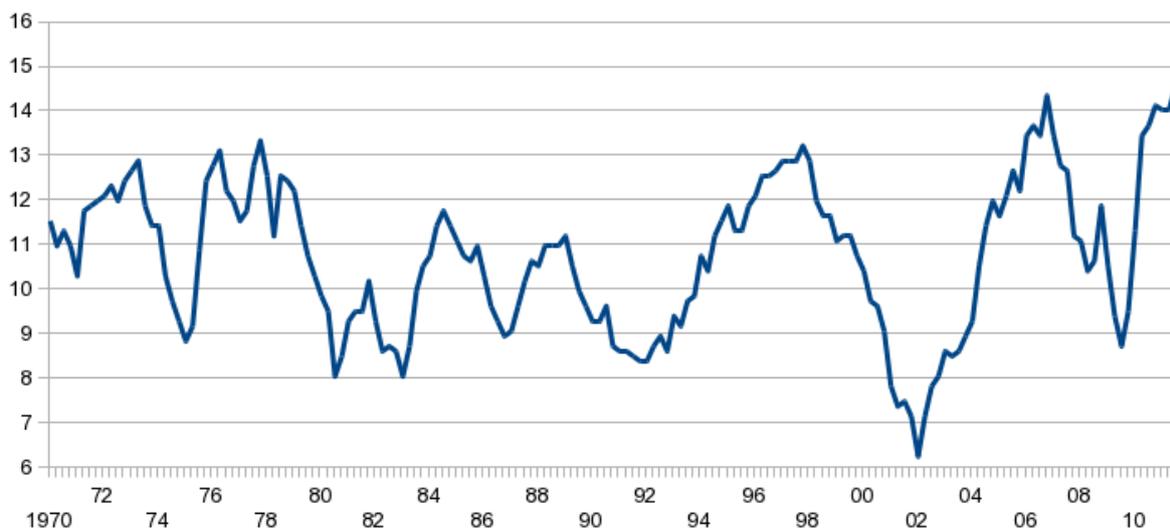
Part des profits des sociétés non financières en %.

Zone euro et 27 pays de l'UE



« La part des profits des sociétés non financières est définie comme l'excédent brut d'exploitation divisé par la valeur ajoutée brute. Cet indicateur de rentabilité indique la part de la valeur ajoutée créée au cours du processus de production qui sert à la rémunération du capital. C'est le complément de la part des coûts salariaux (augmentés des impôts moins les subventions sur la production) dans la valeur ajoutée » (Eurostat). L'excédent brut d'exploitation (EBE) correspond aux bénéfices réalisés par l'entreprise avant amortissements, intérêts et impôts. (Source : BEA)

Taux de marge des entreprises non-financières



Le taux de marge se calcule en divisant l'EBE par la valeur ajoutée brute. Ce taux défini par l'économie politique est celui qui s'approche le plus du taux d'exploitation de Karl Marx (plus-value / capital variable). Dans le secteur non financier, le taux de marge des entreprises a atteint 15 % au troisième trimestre 2011, soit 0,5 % de plus que le précédent pic de 2006. (Source : BEA)

Les besoins de financement des sociétés ont baissé mais ceux des banques et des États qui ont monétisé massivement la dette, eux, ont augmenté. Rien que la zone euro, en 2011, aura émis des Bons du Trésor pour environ 900 milliards d'euros (on en prévoit pour 870 milliards d'euros en 2012). Les États-Unis vont émettre cette année quelque 1 200 milliards de dollars de titres de la dette de l'État fédéral. Plus largement, les besoins bruts de financement des pays membres de l'OCDE se sont élevés à 10 400 milliards de dollars en 2011 et culmineront à 10 500 milliards de dollars l'an prochain. Des montants en hausse de 1 000 milliards de dollars par rapport à 2007 et pratiquement doublés par rapport à 2005. Plus les États sont engagés dans les manœuvres contra-cycliques d'ampleur, davantage gonflent leurs besoins de refinancement. Or, dans une période où les investisseurs et les « *market makers* » sont prudents et peu enclins à prendre des risques sur les marchés de crédit, plus la concurrence entre émissions de titres de la dette se fait âpre. La différenciation des rendements exigés s'accroît à mesure de l'augmentation de la concurrence. Autrement dit, les taux du loyer de l'argent sont d'autant plus élevés que « le marché » estime le prêt risqué. La mesure du risque du prêt est la probabilité du défaut de paiement.

La Grèce est partout

Après cet ample périple, revenons-en à la Grèce. Jusqu'à l'éclatement de la crise financière, Athènes avait pu refinancer sa dette publique à des taux d'intérêt qui n'étaient pas très différents de ceux des élèves les plus « vertueux » en matière de gestion de la dette de la classe de la zone euro. Puis, en octobre 2009, le nouveau gouvernement socialiste de George Papandréou relève brutalement la prévision de déficit public du pays pour 2009 à 12,7 % contre 6 % auparavant. Les agences de notation financière ne ratent pas leur cible et dégradent la note de la dette souveraine grecque. Les « *market makers* » barrent la route à des nouvelles émissions d'obligations athéniennes en les désertant. Le 23 avril 2010, le gouvernement demande une « aide » internationale ; en effet, après une émission de dette étatique, le « *market maker* » a pour obligation d'assurer la liquidité des titres qu'il a amenés sur le marché pour le compte de cet état, ce qui résulte en une plus forte exposition au risque porté par cette dette. Le 2 mai, le FMI et l'Union européenne promettent 110 milliards d'euros sur trois ans contre l'adoption de mesures de discipline budgétaire.

C'est le début de la deuxième phase de la crise financière globale, la crise fiscale des États.

Ledit plan de sauvetage de la Grèce vise en réalité à empêcher que la crise fiscale grecque se répande en Europe par l'intermédiaire de la sphère financière. La dette grecque (347 milliards d'euros fin octobre 2011) est détenue à 36 % par des banques, des fonds d'investissement et des assurances étrangères, à 21 % par des banques grecques et chypriotes et à 8 % par des Grecs et des fonds de pension grecs. Les 35 % restants étant les prêts consentis depuis mai 2010 et jusqu'en octobre 2011 par le FMI et les États européens ajoutés des rachats de titres de la dette par la BCE.

Dette grecque par propriétaires (en milliards d'euros et en %)

Propriétaires	Montant	%
Marché	125,9	36
Banques de l'UE	55,0	16
FMI	17,9	5
Prêts bilatéraux	47,7	14
Banques grecques et chypriotes	73,9	21
Institutions financières grecques et fonds de pensions	26,0	8
	346,4	100

Source : Bloomberg, UBS

Plusieurs grandes banques grecques et chypriotes comptent des banques européennes parmi leurs actionnaires de référence. Et ce qui vaut pour la Grèce vaut à plus forte raison pour les autres pays dont les États souffrent de graves difficultés de refinancement. Le tableau exhaustif ci-après détaille les « expositions » croisées de la sphère financière dans la zone euro, en milliards de dollars.

	Exposition Espagne		Exposition Italie		Exposition France		Exposition Pays-Bas		Exposition Allemagne	
	Actifs	Passifs	Actifs	Passifs	Actifs	Passifs	Actifs	Passifs	Actifs	Passifs
Portugal	48,5	71,4	14,4	14,2	23,2	86,9	30,2	25,9	27,5	62,5
Irlande	106,2	37,6	196,8	57,5	112,5	173,9	82,2	157,1	156,4	379,1
Grèce	1,1	5,4	1,6	26,1	5,6	72,1	6,4	31,0	5,8	55,5
Espagne	0	0	137,6	121,3	157,3	396,7	143,3	236,4	87,9	374,7
Italie	0	0	0	0	228,8	447,8	207,8	162,3	195,7	289,5
France	0	0	0	0	0	0	481,9	329,1	590,4	527,9
Pays-Bas	0	0	0	0	0	0	0	0	272,2	316,3

Source : C.Waysand & K.Ross 2010 IMF WP

Tout défaut de paiement non « organisé » (c'est-à-dire non préparé et dilué dans le temps) de l'un des États européens ciblés par « les marchés » provoquerait une ample onde de choc frappant les banques, les assurances et les fonds d'investissement de tout le continent européen et, par-là, des pans entiers du système de crédit global. Dans ce sens, à l'instar des « *subprime* » américains auparavant, la Grèce devient le paradigme et le déclencheur d'une nouvelle phase de la crise financière mondiale. « Sauver » la Grèce n'est pas l'objectif du gouvernement européen en gestation. Son objectif est de sauver le système de crédit global de la monétisation forcée qui se traduirait par une nouvelle série de faillites d'entreprises financières. Les banqueroutes en cascade qui en suivraient interrompraient en plusieurs points le circuit du crédit frappant au cœur la sphère productive. La crise financière se transformerait alors en crise d'ampleur de la valorisation. Une issue qui a été évitée de justesse au moment de la crise des « *subprime* », pendant la première phase de la crise financière globale.

« Sauver » la Grèce ?

L'austérité imposée à Athènes plonge le pays dans une crise prolongée. Crise qui avait débuté en 2008 et qui ne devrait pas s'interrompre avant 2013 au mieux. Les mesures de discipline budgétaire imposées à la Grèce par le gouvernement européen en gestation dans la douleur ont affecté l'activité du premier acteur économique grec : l'État. Les dépenses publiques et les entreprises nationalisées comptent pour la moitié du PIB du pays. Sur les 4,9 millions de Grecs ayant un travail, environ 1,15 million est employé par l'État. Selon les économistes de l'IOBE⁸, seulement le quart des entreprises grecques est capable de générer des profits (les industries exportatrices, l'agroalimentaire, la pharmacie, les produits de base, certaines productions de moyennes technologies). Le secteur gris de l'économie pèse environ de 30 à 35 % du PIB. Il est majoritairement composé par des sociétés de très petite taille qui ne peuvent survivre qu'à la condition de ne pas payer les impôts. Une portion conséquente de ces sociétés est aujourd'hui à l'agonie.

Michalis Chrysohoidis, le ministre de l'Économie, a expliqué dans une interview récente au journal *Les Échos* les raisons de la crise grecque : « *Les problèmes de la Grèce tiennent de son modèle économique. La structure productive est très différente de celle des grands pays de la zone euro. En Allemagne, 95 % des emplois sont des emplois salariés ; en Grèce, seulement 65 % de la population active occupée est composée par des salariés. On a chez nous 900 000 entreprises qui occupent 10 personnes au maximum. La plupart d'entre elles sont des entreprises individuelles. On est le seul pays d'Europe à avoir un secteur de très petites entreprises de cette ampleur. Bien évidemment, les investissements en ont pâti et avec eux les créations d'emplois et la hausse des revenus. Dans les années 1980, nous n'avons pas utilisé les aides européennes pour renforcer la production, les exportations et la compétitivité. Au début des années 1990, nous avons perdu des milliers d'emplois à cause des délocalisations vers les Balkans et l'Europe de l'Est qui offraient des coûts de production plus faibles. Dès lors, le secteur public s'est gonflé démesurément grâce aussi, dès l'adoption de l'euro, aux faibles coûts d'endettement de l'État* ».

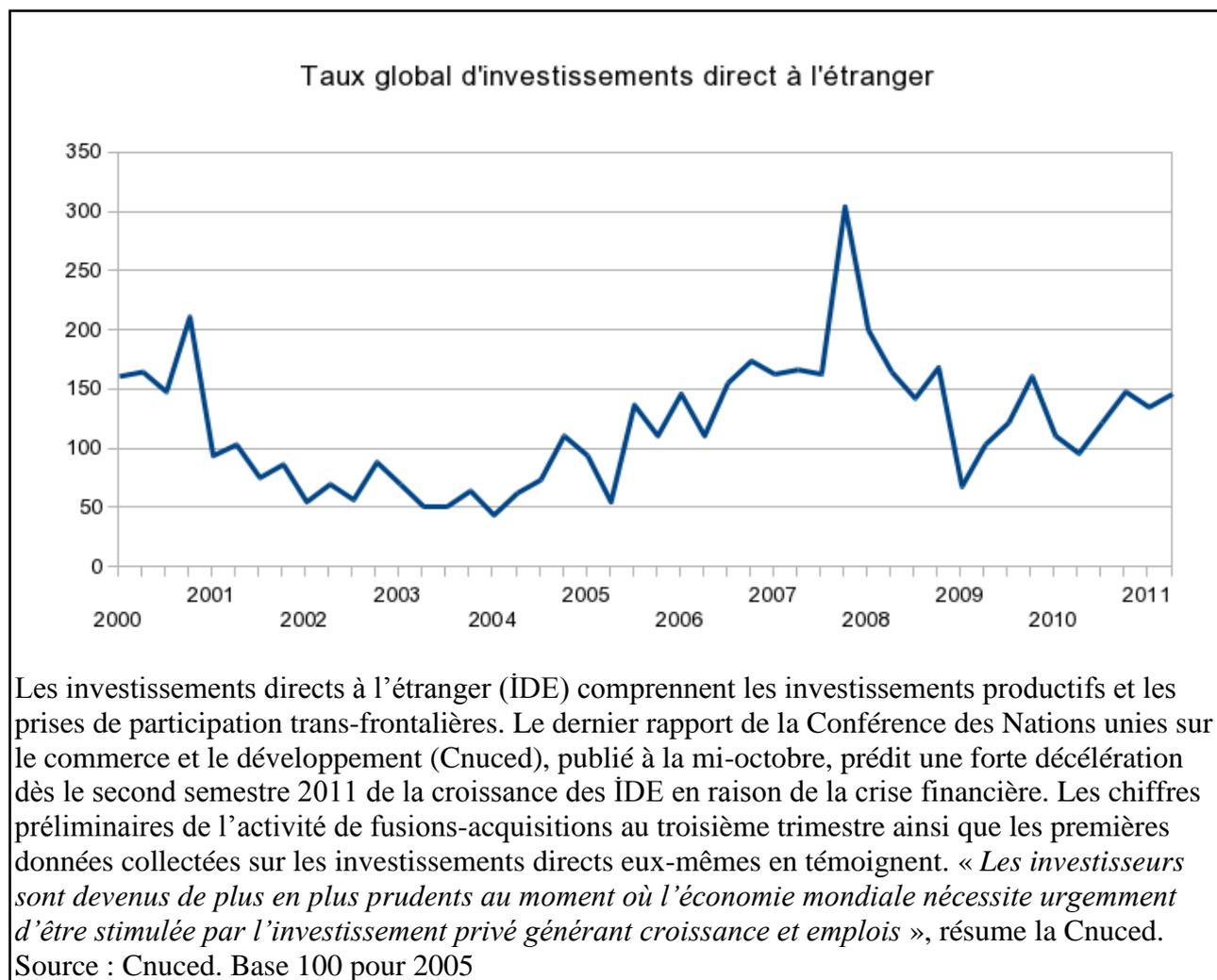
Une économie peu compétitive sur le marché mondial et donc peu internationalisée (les exportations ne représentent que 10 % du PIB), un tissu productif dominé par les PME de plus petite taille à (souvent mauvaise) gestion familiale, sous-capitalisées, très dépendantes des dépenses publiques, une dépendance presque totale du marché mondial pour les approvisionnements en matières premières et en équipements de production, font que la formation économique et sociale grecque n'a pu se reproduire pendant des décennies qu'en vertu du gonflement de la dépense publique et de la défiscalisation élargie des activités économiques. Une dépense publique qui a pu se développer massivement avec l'introduction de l'euro. Depuis l'adoption de la monnaie unique, la Grèce a emprunté bon marché et dépensé sans compter. Mais quand les « *market makers* » ont cessé de prêter à l'État grec à des taux d'intérêt proches de ceux de l'Allemagne, le « modèle de développement » grec s'est effondré d'un trait. Mais si la Grèce est un cas extrême de la crise fiscale, elle n'est pas un cas isolé. La discrimination croissante opérée par les « *market makers* » entre titres de la dette souveraine des pays de la zone euro a puni tour à tour l'Irlande, le Portugal, l'Espagne, l'Italie et, maintenant, elle s'applique désormais à la Belgique et à la France, pourtant encore très bien notée par les agences de notation financière. « *La crise de la dette est devenue systémique* », a avoué Jean-Claude Trichet, le président sortant de la BCE. Systémique et potentiellement globale, ajoutent les administrations des États-Unis et des pays capitalistes dits émergents.

Comme au moment de la crise du « *subprime* » (prêts hypothécaires de mauvaise qualité), « le marché » exige la monétisation immédiate des instruments de crédit ; dans ce cas, des titres de la dette souveraine jugés à risque de défaut de paiement. Les États de l'occident capitaliste développé ont accès à moins de moyens financiers qu'au moment de l'éclatement de la crise financière globale, en 2007, pour boucher les canaux de transmission de la crise du crédit au

8 IOBE (« *IAPYMA OIKONOMIKΩN KAI BIOMHXANIKΩN EPEYNΩN* » ; Fondation pour la Recherche Economique et Industrielle)

processus de valorisation du capital total, au système productif de nouvelle valeur. Les États qui éprouvent des difficultés de refinancement agissent moins en représentants de l'intérêt général du système capitaliste qu'en capitalistes individuels disposés à sacrifier « la croissance » de leurs pays à l'assainissement de leurs budgets.

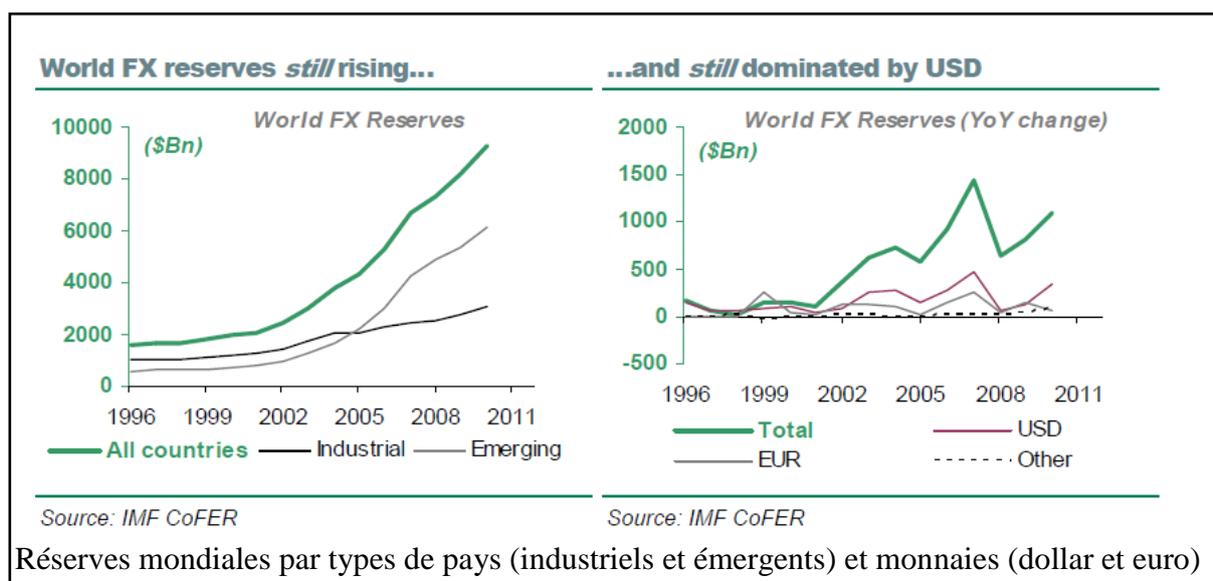
La menace sur la valorisation des politiques d'austérité mises en oeuvre est d'autant plus concrète que les dépenses étatiques correspondent souvent dans ces pays à la moitié du PIB dans les pays capitalistes les plus mûrs. En 2010, selon Eurostat, les recettes fiscales des États de l'Union européenne ont représenté 44 % du PIB de cette aire et les dépenses 50,3 %. Il n'est pas rare, ces temps-ci, de voir les organisations patronales « s'indigner » pour les manœuvres de consolidation budgétaires en cours. En Grèce, le pire adversaire de l'austérité voulue par le gouvernement européen en formation et appliquée par les socialistes du PASOK est la SEV, l'organisation des grandes entreprises du pays. La perspective d'une contagion globale de la crise de la dette souveraine européenne pousse les gouvernements nationaux à tenter de créer des instances de direction supranationales. Ce processus était prévisible et est inéluctable mais il est contrecarré par la polarisation et la segmentation croissantes du marché mondial. L'approche de la prochaine crise cyclique de la valorisation qui pourrait se produire en 2012, hâtée par la crise fiscale, détermine dès à présent le rétrécissement du volume des échanges de marchandises et des capitaux.



VERS LA TROISIÈME PHASE DE LA CRISE FINANCIÈRE

La nouvelle est tombée abrupte. Trois jours seulement avant le G20 de Cannes du début novembre, le gouvernement nippon et la banque centrale japonaise sont intervenus massivement sur le marché des changes en vendant 8 000 milliards de yens (102 milliards de dollars américains). Le montant le plus élevé jamais vendu en une seule séance de marché. Objectif de cette troisième intervention sur le marché des changes réalisée de mars à octobre 2011 : stopper l'appréciation du yen face au dollar. « *Il y a un risque d'escalade de la guerre monétaire après le G20* », commentait à chaud un analyste d'une grande banque d'affaires française. Entre 2004/2005, quand chaque billet vert s'échangeait contre près de 130 yens et aujourd'hui, avec un dollar pour 75/80 yens, l'appréciation de la devise nipponne a été de plus de 70 %. De quoi désespérer une industrie comme celle du Japon résolument orientée vers les exportations (environ 15 % du PIB). Honda a annoncé une baisse de 80 % de ses profits au premier semestre 2011 notamment pour cause de yen fort. Les entreprises japonaises sont de plus en plus avides d'exportations au moment où l'économie de leur pays stagne au mieux (- 0,5 % du PIB selon l'OCDE).

La recherche de marchés étrangers devient plus que jamais une nécessité primordiale pour des sociétés de la sphère de la production et de la distribution issues des principaux pays capitalistes. Le rétrécissement, la stagnation ou la faible hausse de la demande intérieure n'est pas propice à préserver la rentabilité des dernières années. La mise sous contrôle étroit des dépenses publiques des États affaiblis par l'éclatement de la crise de la dette souveraine leur ôte de juteux marchés solvables. Pire, les répercussions sur les marchés des devises de cette crise mettent encore plus en péril l'accumulation du capital. Le cas du yen, mais on pourrait citer aussi ceux de l'euro et de la livre britannique, qui s'apprécie alors que l'économie dont il est le représentant fléchit est révélateur. Comme est révélateur le fait que les actifs financiers en dollars continuent d'attirer des acheteurs en dépit de sa dépréciation face à ces devises. En réalité, ces différents phénomènes relèvent de la dialectique entre différentes fonctions de la monnaie (unité de compte ; moyen de circulation et moyen de paiement) et des leurs relations internes à chacune d'entre elles. Le dollar jouit toujours et avant tout dans la crise financière actuelle de sa position de monnaie internationale représentant encore plus de 60 % des réserves de change allouées des banques centrales mondiales.



Leurs coffres truffés de dollars et d'actifs financiers exprimés en dollars (dont une portion conséquente de bons du Trésor fédéral), les instituts d'émission de la Chine et du Japon ne manifestent aucun signe de désaffection vis-à-vis de la devise américaine. Il est vrai que leurs exportations vers les États-Unis pâtiraient si le billet vert se dépréciait excessivement face à leurs monnaies respectives. La puissance des places financières américaines et anglaises, qui cotent en

dollars l'essentiel des produits financiers dérivés dont ceux des matières premières, fait le reste. Paradoxalement, l'euro subit aussi son succès tout relatif remporté depuis son introduction, il y a onze ans, en tant que devise de réserve.

« D'après les statistiques du Fonds monétaire international publiées fin septembre, les réserves en euros des banques mondiales s'élevaient à près de 27 % du total. Fin 1998, les réserves de change cumulées du mark, du franc français et du florin hollandais représentaient moins de 17 % de l'ensemble des avoirs en devises allouées des instituts d'émission. Pour autant, la partie est loin d'être gagnée face au billet vert », lit-on dans *Les Échos*.

En une période où lesdits « relais de croissance » sont rares et où le chacun pour soi reste la carte la plus facile à jouer rapidement, la dépréciation compétitive se révèle être une arme redoutable. La force de travail est louée à un prix relatif plus faible et le produit fini s'échange à un prix de marché plus compétitif. La dévaluation compétitive est une arme d'autant plus attrayante qu'elle se traduit entre autres en une baisse relative de la dette publique exprimée dans la devise qui s'est dépréciée. Le tout à la condition que la dépréciation ne soit pas trop forte de sorte que les prix des marchandises importées ne croissent à l'excès.

La dévaluation compétitive est donc une arme difficile à manier et qu'il faut employer de préférence par surprise afin de prendre de court les concurrents. Les conséquences au plan géopolitique sont évidentes. Les dévaluations compétitives sont considérées comme des actes délibérés de guerre commerciale. Mais la guerre généralisée des monnaies est aussi le stade ultime de la crise financière. Le stade le plus ruineux pour l'accumulation du capital car toutes les fonctions des monnaies sont remises en cause. Y compris celles d'équivalent général et d'unité de compte qui sont à la base de l'économie capitaliste.

« Dans la monnaie, la valeur des choses se trouve séparée de leur substance. La monnaie est, à l'origine, le représentant de toutes les valeurs ; dans la pratique la situation se renverse, et tous les produits et travaux réels deviennent les représentants de la monnaie. ... La monnaie ne peut surmonter les difficultés qui résident dans l'échange direct qu'en les généralisant, en les rendant universelles » Karl Marx⁹.

Il va de soi que la gravité de cette troisième phase de la crise financière est fonction directe de l'implication des principales devises dans la guerre des monnaies. Le yen et l'euro sont déjà touchés. Le yuan chinois l'est partiellement grâce à son lien de parité avec le billet vert et à son absence du marché mondial des changes. Le dollar, quant à lui, reste relativement préservé. C'est pourquoi on ne peut pas encore parler de crise monétaire mondiale dans son sens le plus abouti. Et c'est pourquoi l'éclatement de la guerre généralisée des monnaies est de plus en plus probable mais pas assuré à ce stade.

LA POLITIQUE DU PROLÉTARIAT

L'issue du combat entre forces centripètes et centrifuges du capital dans l'aire européenne n'est pas claire aujourd'hui. Quoi qu'il en soit de ce combat interne aux classes dominantes, les conséquences pour les ouvriers sont, elles, déjà connues. Le capital et ses États tentent de tirer avantage de la crise financière dans leurs relations avec le travail salarié. L'objectif déclaré est de réduire davantage le champ d'application des normes contractuelles collectives. L'intensification de l'individualisation du rapport de travail, la restauration de la relation directe du travailleur isolé avec son employeur est la condition pour augmenter le taux d'exploitation en une période de faibles investissements productifs et de politiques contra-cycliques des États tronqués par la crise fiscale. Le salaire différé et indirect est lui aussi attaqué de front. Retraites et dépenses publiques de reproduction de la force de travail (enseignement ; transports en commun ; santé ; protection sociale ; etc.) sont appelées à baisser fortement. Le tout pour restaurer l'État dans sa fonction de représentant et garant du capital collectif et normaliser la sphère du crédit.

Les prolétaires doivent refuser d'endosser les pertes des instituts de crédit, des États et des entreprises des sphères de la production et de la circulation. Les travailleurs grecs qui défilent depuis plus d'un an dans les rues des villes de leur pays crient qu'ils ne veulent pas payer et qu'ils ne doivent rien à personne. Ils ont raison. Malheureusement, l'illusion d'une économie capitaliste qui deviendrait plus juste si la spéculation était combattue par les États et les banques nationalisées, est encore très répandue. Les révolutionnaires prolétariens savent que le capitalisme ne se conçoit que sur la base de l'économie de crédit : sans crédit pas de valorisation du capital.

Si l'on veut en finir avec la spéculation financière et les banques, c'est le capitalisme tout entier qu'il faut combattre pour le remplacer par la libre association des producteurs dans un monde délivré des marchandises, de l'argent et des États. Pour ce faire, il faut commencer par le début, par la raison d'être du système actuel : la valorisation du capital. Le cœur du capitalisme est dans la production de marchandises. C'est à ce niveau qu'il faut porter les coups les plus durs. Les manifestations combattives ne suffisent pas. La grève est l'arme la plus redoutable dont disposent les travailleurs. La grève et leur union grandissante par delà les frontières dans la lutte pour une société qui mette au centre la satisfaction de leurs besoins sociaux. Plus que jamais, le prolétariat mondial est la force sociale décisive dans le combat actuel contre la crise capitaliste et les rapports de production qui la génèrent.

Le 1er mai 2009, plusieurs mois avant l'éclatement du « cas » grec, nous diffusons, en quatre langues, un tract contenant ces propos :

« Pour les prolétaires, l'après-crise risque fort d'être plus dur que la crise elle-même. Les patrons gèrent avec le maximum d'efficacité possible leurs difficultés actuelles tout en clamant sur les toits que la crise est terrible, d'une envergure presque inédite. En petit comité, ils font preuve d'une grande créativité pour dégager des solutions viables à leurs problèmes et, en public, ils se disent désespérés, démunis face à l'impondérable.

La vérité est qu'ils profitent à fond de la crise pour réduire encore davantage l'initiative et le pouvoir ouvrier sur les conditions de travail et le marché de l'emploi. Les patrons se livrent à une véritable guerre politique contre la classe ouvrière pour gagner encore plus de positions, pour renforcer leur dictature dans l'usine et dans la société.

Cette offensive ne s'arrêtera pas avec la fin de la crise si les travailleurs laissent faire. Après avoir paré au plus urgent, il restera à combler les énormes déficits budgétaires accumulés à la suite des plans de relance et des aides aux entreprises. L'inflation repartira de plus belle rongant le pouvoir d'achat des salaires. Bien avant de recommencer à investir, les patrons tentent d'augmenter la productivité du travail et d'assainir les bilans de leurs entreprises en augmentant les cadences, en rallongeant les horaires de travail, en imposant plus de flexibilité et en faisant baisser la masse salariale.

Attaqués au travail et en dehors, les prolétaires seront les seuls perdants de la crise, les seuls à la payer intégralement s'ils ne réagissent pas vite et fort contre le plan du capital. Demander à l'État une relance de l'économie capitaliste par la hausse de la consommation des

ménages comme le font les syndicats, relève d'une volonté délibérée ou pas, peu importe, de jeter de la poudre aux yeux des travailleurs.

Les capitalistes savent très bien ce qui est bon pour eux et pour leur économie. Leur projet est de refaire une santé aux entreprises en pressurant salaires et énergies des travailleurs. Ce n'est pas à nous de leur expliquer ce qu'il faut faire pour remettre à flot les profits. Ce n'est pas non plus à nous de sauver leur économie et leurs États. Il nous faut au contraire défendre pied à pied nos salaires et nos conditions de travail, même si cela rentre en conflit avec la survie de telle ou telle entreprise, de tel ou tel État ou de l'économie capitaliste dans son ensemble.

Les ouvriers ne doivent pas avoir peur de leur force. Les luttes isolées, y compris celles menées à juste titre avec la plus grande fermeté (occupations et séquestrations de dirigeants) pour arracher un meilleur traitement, ne suffisent pas à enrayer une offensive d'une telle ampleur. C'est uniquement à partir du plein exercice de cette force unifiée que les patrons et les États seront obligés de revoir leurs ambitions à la baisse.

Dans l'immédiat, il faut œuvrer pour que les combats singuliers qui se mènent dans les usines et bureaux qui licencient trouvent un débouché commun. Et qu'ils s'unissent autant que faire se peut aux luttes qui se poursuivent pour le salaire dans d'autres entreprises. Les moyens pour y parvenir sont à décider par les ouvriers mais aucun n'est à exclure.

Pour y parvenir, les travailleurs ne doivent compter que sur eux-mêmes, en tournant le dos à leurs faux amis et faux défenseurs que sont les syndicats, les partis de gauche et d'extrême gauche et autres associations de cette nature.

L'organisation autonome de la force ouvrière passe par la constitution, dans le feu du combat contre les conséquences de la crise capitaliste, d'un tissu bien enraciné sur les lieux de travail et dans les quartiers de structures de base capables de réunir les prolétaires les plus combattifs et lucides autour d'une perspective qui ne se cantonne pas à la seule défense des intérêts immédiats.

Les patrons et les États n'hésitent pas à utiliser la crise économique de leur système pour accroître leur emprise politique sur la classe ouvrière. Pour eux, la distinction entre politique et économique n'existe pas. Ils nous le montrent tous les jours. Cette séparation ne doit pas exister pour nous non plus ».

Deux ans et demi après l'écriture de ce tract, il n'y a rien à y ajouter.

Le 17 décembre 2011